

## SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
<i>PREMIERE PARTIE</i> : .....	4
<i>CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE</i> .....	4
CHAPITRE 1 : CONCEPTS SUR LES DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE ...	5
Section 1 : Concept sur les dépenses publiques .....	5
Section2 : Rôle économique de l'Etat .....	9
Section 3: Notion sur la croissance économique .....	11
CHAPITRE 2 : APPROCHE THEORIQUES SUR LA RELATION ENTRE DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	15
Section1 : Les dépenses publiques source de la croissance économique .....	15
Section2 : Les limites de la relation entre dépenses publiques et croissance économique ..	18
<i>DEUXIEME PARTIE</i> : .....	20
<i>ANALYSE DE L'IMPLICATION DES DEPENSES PUBLIQUES SUR L'ECONOMIE : CAS DE MADAGASCAR</i> .....	20
CHAPITRE III : EVOLUTION DES DEPENSES PUBLIQUES MALGACHES ENTRE 2010-2015.....	21
Section1 : Aperçu générale des dépenses publiques entre 2010-2015 .....	21
Section 2 : Répartition des dépenses selon la classification économique .....	23
Section 3 : Les dépenses publiques par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB) .....	24
CHAPITRE IV : ANALYSE DES DEPENSES D'EDUCATION ET PROPOSITION D'AMELIORATION .....	29
Section 1 : Situation de l'éducation à Madagascar.....	29
Section 2 : Le poids des dépenses sur l'éducation.....	31
Section 3 : Propositions d'amélioration.....	34
CONCLUSION .....	36

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

**AGOA:** African Growth and Opportunity Act

**BAD :** Banque Africaine de Développement

**BTP:** Bâtiments et travaux publics

**CEPE :** Certificat d'Etudes Primaires Elémentaires

**EPT :** Education Pour Tous

**FCV :** Fonds de Contrevaieur

**FMI:** Fonds Monétaire International

**INSTAT :** Institut National de la Statistique

**IPC :** Indice des prix à la consommation

**I-PPTE :** Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés

**MFB:** Ministère de Finances et de budget

**MGA :** Malagasy Garantie Ariary

**NTIC:** Nouvelle Technologie d'Information et de Communications

**PED:** Pays en Développement

**PIB:** Produit Intérieur Brut

**PND :** Plan National du Développement

**PPN :** Produit de Première Nécessité

**PPTE :** Pays Pauvres Très Endettés

**QMM:** Quit Minerals Madagascar

**RN :** Route Nationale

**TBS :** Taux Brut de Scolarisation

**TVA:** Taxe sur la Valeur Ajoutée

**UE :** Union Européenne

**USD :** Dollar Américain

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1</b> : Evolution et répartition des dépenses publiques (en milliards d'Ariary) .....	23
<b>Tableau 2</b> : Evolution de taux de croissance économique entre 2010-2015 .....	27
<b>Tableau 3</b> : indicateur performant au niveau de l'enseignement primaire .....	29
<b>Tableau 4</b> : indicateur performant au niveau du second cycle .....	30
<b>Tableau 5</b> : indicateur performant au sein de l'enseignement secondaire.....	30
<b>Tableau 6</b> : indicateur performant au sein de l'enseignement supérieur .....	30
<b>Tableau 7</b> : Répartition sectorielle des dépenses en capital entre 2010-2015 .....	32

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Taux de croissance du PIB de 2010 à 2015 (en %) .....	28
Figure 2 : Part du financement extérieur dans le total des dépenses publiques.....	32
Figure 3 : Dépense publique en éducation par catégorie .....	33

## INTRODUCTION

Dans les pays en développement, la relance de la croissance économique en vue de la réduction de la pauvreté constitue l'un des objectifs principaux des politiques mises en place par les gouvernements, au même titre que la stabilité des prix, le plein emploi et l'équilibre extérieur. A cette manière, l'Etat va jouer un rôle prépondérant en tant que décideur politique, pour parvenir aux finalités prédéfinies. La question de l'intervention économique de l'Etat va se poser après la crise de 1929. Les idées de J. M. Keynes à l'intervention croissante de l'Etat ont tout naturellement amené à l'étude des aspects économiques des Finances publiques. De ce point de vue, les Finances publiques ont pu être définies comme « l'étude des moyens par lesquels l'Etat cherche à réaliser, en même temps que la couverture des dépenses publiques par les ressources publiques, les interventions dans le domaine économique et social »<sup>1</sup>. C'est ainsi que l'importance accordée aux dépenses publiques fait l'objet du grand débat en tant qu'instrument de la politique publique. L'interrogation porte alors sur l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques par rapport aux ressources existantes qui sont le plus souvent insuffisantes.

Dans cette optique, plusieurs théories ont été proposées pour expliquer l'incidence des dépenses publiques à la croissance économique et ceux-ci conduisent à la naissance des idées contradictoires. Certaines d'entre eux considèrent que ses dépenses sont nécessaires pour stimuler la croissance et représentant la hausse des richesses d'une nation. D'autres mettent l'accent sur les effets pervers de ces dépenses qui n'auraient que d'augmenter les déséquilibres nationaux.

Dans la littérature théorique, le rôle de l'Etat dans la vie économique, notamment l'effet des dépenses publiques sur la croissance a connu des renouvellements à partir de 1980, avec la théorie de la croissance endogène. Le modèle de Paul Romer<sup>2</sup> en 1986, analyse les sources de croissance compte tenu des dépenses d'investissement du secteur public, pour pouvoir accumuler des connaissances. Ces travaux ont été enrichis par ceux de Barro<sup>3</sup> en 1990 dans lesquels les infrastructures publiques, l'éducation, le recherche-développement favorisent la croissance économique, en considérant les externalités positives qu'elles engendrent en faveur des agents privés.

---

<sup>1</sup> OLIVA Eric, *Finances publiques*, Aide-mémoire Sirey, 2ème éd., Dalloz, 2008, pp. 19.

<sup>2</sup> MONTOUSSE Marc, *Nouvelles théories économiques*, 2002, pp.69.

<sup>3</sup> Ibid., pp.71.

Comme tous les pays en développement, Madagascar est particulièrement un pays à économie fragile, et victime des diverses crises politiques et économiques. Depuis le retour à l'ordre constitutionnel, afin de redresser cette économie, elle s'est engagé à un développement fondé sur une croissance inclusive et durable dont trois objectifs sont fixés par la Loi de Finances entre autre : l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques ; la mise en œuvre de la politique de rigueur budgétaire dans la gestion des Finances Publiques ; et le maintien de la stabilité économique<sup>4</sup>. Les dépenses publiques sont au cœur de la politique économique, mais malgré les différentes mesures prises par les décideurs pour soutenir la croissance économique, comment affectent-elles? Cependant, la présente étude s'oriente sur le: « lien entre dépenses publiques et la croissance économique à Madagascar ». Pour nous permettre de bien élaborer ce travail, nous avons considéré les années 2010 à 2015 comme période couvrant notre étude.

Ce projet de recherche est donc destiné à mettre en lumière les relations d'interdépendance existant entre les dépenses publiques et la croissance économique dont l'objectif principal consiste à évaluer la contribution de ces dépenses à la croissance économique de Madagascar. Ainsi, le problème général soulève sur le lien entre les dépenses publiques et la croissance économique. Il convient de savoir que ces dépenses représentent généralement un moteur ou freine la croissance économique. D'où la question générale suivante : dans quelle mesure les dépenses publiques contribuent-elles à la croissance économique ?

Pour bien apprécier la relation entre dépenses publiques et la croissance économique, nous allons choisir spécifiquement et attirer l'attention sur les dépenses publiques dans le secteur éducatif. Ainsi, de nombreuses études ont démontré l'incidence positive plus ou moins directe des dépenses publiques d'éducation sur la croissance économique. Même pour Rémy Herrera, dans le cadre du modèle de croissance endogène avec accumulation de capital humain, les dépenses publiques impulsées par l'Etat dans le secteur éducatif attribuent un rôle moteur sur la croissance économique<sup>5</sup>.

Cette ambivalence du débat sur la relation dépenses publiques d'éducation et croissance économique laisse nettement transparaître d'importants enjeux dont les deux principaux mis en exergue sont l'enjeu théorique qui voudrait qu'on démontre que le capital

---

<sup>4</sup>Ministère de l'économie et de la planification, *Rapport économique et financier 2014-2015*, Décembre 2015, pp 14.

<sup>5</sup>HERRERA Rémy, « Dépenses publiques d'éducation et capital humain dans un modèle de croissance endogène », *Revue économique*, vol.49 n°3, mai 1998, Paris, pp.831-844.

humain, et particulièrement les dépenses publiques qui y sont consacrées, peut avoir des effets positifs sur la croissance économique et l'enjeu de politique économique qui permet de déterminer les circonstances dans lesquelles l'investissement dans le capital humain est véritablement rentable. Le problème se soulève alors sur l'implication de dépense d'éducation à la croissance économique. Dès lors, la question qu'on doit se poser s'annonce comme suit : les dépenses consacrées sur l'éducation faut-il possible de favoriser un tel niveau de croissance économique ?

On constate à partir de ces débats et travaux réalisés qu'il est vraiment difficile de cerner la contribution effective de l'éducation à la croissance, qui est devenue de nos jours une question importante. Mais, pour tenter de fournir des éléments de réponses sur la question posée précédemment, on pose les hypothèses selon lesquelles, la dépense publique du secteur éducatif agit positivement sur la croissance économique de Madagascar. Puis, en admettant que la bonne redistribution (répartition) des dépenses d'éducation permet de stimuler la croissance économique.

Afin de vérifier cette hypothèse, nous avons utilisés comme indicateur de base, le taux de croissance du PIB, qui est la variation relative du PIB en volume d'une année sur l'autre, et les performances des élèves du niveau primaire. On se propose d'utiliser la méthode descriptive et la méthode positive, qui consiste à analyser les effets des dépenses publiques sur la croissance économique.

Dans le cadre de l'élaboration de ce travail de mémoire, nous n'avons pas des données primaires, mais nous privilégions uniquement les sources d'information secondaire. La méthodologie de recherche utilisée dans ce travail se base tout d'abord sur la consultation des cours pendant ces quatre ans d'études et la lecture de nombreux livres pour permettre de mieux comprendre la relation entre dépenses publiques et la croissance économique. Et après on fait de recueil des documents auprès des centres d'information et de documentation comme l'institut nationale de la statistique (INSTAT) ainsi que des rapports économiques et financiers.

Pour pouvoir bien analyser la contribution économique des dépenses publiques à Madagascar, il faut subdiviser ce travail en deux parties en constituant chacune par deux chapitres et des sections. La première partie porte essentiellement sur le cadre conceptuel et théorique des dépenses publiques et de la croissance. La seconde partie s'agira de voir les effets des dépenses publiques sur la croissance économique à Madagascar.

***PREMIERE PARTIE :***  
***CADRE CONCEPTUEL ET***  
***THEORIQUE***

Le cursus de formation pédagogique est basé sur la littérature et caractérisé par son analyse qui se fonde essentiellement sur des diverses théories et des concepts. C'est ainsi que cette première grande partie va se concentrer dans le cadre théorique et conceptuel. Elle essaie d'exposer, dans son premier chapitre, les notions sur les dépenses publiques et la croissance économique. Ensuite, les approches théoriques des dépenses publiques et de la croissance économique seront développées dans un second chapitre.

# CHAPITRE 1 : CONCEPTS SUR LES DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE

Ce chapitre a pour objectifs de montrer les concepts sur les dépenses publiques et la croissance économique, ainsi que le rôle économique de l'Etat.

## Section 1 : Concept sur les dépenses publiques

Les dépenses publiques constituent l'une des parties de budget de l'Etat, à côté des recettes. C'est le Parlement qui vote chaque année la loi de finance permettant de fixer son montant et sa répartition.

D'une manière générale, les dépenses publiques peuvent se définir comme l'ensemble des dépenses effectuées par l'Etat, c'est-à-dire les administrations publiques centrales (les ministères), les collectivités territoriales (les provinces, les régions et les communes) et les organismes de sécurité sociale. Elle est liée aux différentes fonctions économiques de l'Etat dont le but de satisfaire les besoins collectifs.

### 1. Classification des dépenses publiques

Les dépenses publiques sont mises en œuvre à travers le budget de l'Etat et gérées par le Ministère des Finances et du Budget (MFB). Plusieurs classifications peuvent être attribuées, entre autre, la classification fonctionnelle, la classification organique, et la classification économique. Mais dans cette étude, on s'intéresse seulement à la classification économique dont on peut distinguer les dépenses courantes, les dépenses d'investissement ou dépenses en capital.

- Les dépenses courantes ou dépenses ordinaires : tout d'abord, le gouvernement doit assurer le fonctionnement quotidien et permanent de ses services : les salaires des fonctionnaires, l'entretien des bâtiments, l'acquisition de biens et services sont inéluctables.

-Les dépenses pour salaires et traitements : il s'agit bien sûr des traitements de tous ceux qui travaillent pour le gouvernement et sous sa direction, qu'ils soient titulaires, contractuels, ou même dépourvus de tout statut.

-Les dépenses pour achat des biens et services : il s'agit des dépenses destinées aux achats des matériels courants et des fournitures ou des services.

Ces dépenses de fonctionnement représentent une part si importante que le budget de l'Etat devient de plus en plus un budget de rémunération que les pouvoirs publics maîtrisent difficilement : ces dépenses sont liées à la diversification des missions de l'Etat, elles sont induites par les dépenses de fonctionnement. La modernisation administrative implique l'utilisation des moyens informatiques et des besoins en matériel et en financement dont l'évolution doit être suivie attentivement afin que soit assurée dans un contexte de rigueur budgétaire la meilleure productivité de l'administration.

-Les dépenses de transfert : l'Etat peut également réaliser des dépenses sans contrepartie, sans création de biens ou de services, mais avec le souci d'améliorer les conditions d'existence de certaines catégories sociales. Ces dépenses comprennent donc les transferts aux ménages (bourses scolaires ou universitaires), subventions aux prix de première nécessité (PPN), au prix de certains biens destinés à l'exportation. Elles comprennent aussi les transferts aux entreprises (subvention), et notamment aux entreprises publiques et aux établissements publics à caractère industriel ou commercial, ainsi que les dépenses effectuées à l'étranger, comme les cotisations annuelles à certaines organisations internationales.

-Les intérêts sur la dette publique : dans les dépenses courantes ne figurent que les intérêts. Il s'agit des intérêts dus et non de ceux qui ont été effectivement honorés. Les remboursements de principal ne figurent pas à ce niveau.

- Les dépenses d'investissement: certaines dépenses sont créatrices de biens durables en développant les équipements de la nation. Ces dépenses correspondent à l'achat des biens qui vont demeurer plus d'un an sur le patrimoine de l'Etat. Les principaux sont les infrastructures publiques (constructions des : routes, bâtiments tels que les écoles, les dispensaires, etc.).

Dans les PED, il est utile de distinguer les dépenses en capital qui sont financées par le budget national, et celles qui sont financées par les bailleurs de fonds. Au sein de cette dernière catégorie, il est encore nécessaire de distinguer celles qui sont financées par le don et celles qui sont financées par des prêts.

## 2. Financement des dépenses publiques

Les dépenses publiques ont plusieurs sources de financement. Pour une année budgétaire, l'ensemble des ressources de l'Etat assure l'exécution de l'ensemble des dépenses publiques<sup>6</sup>. On dispose des différentes ressources à savoir :

-Les recettes fiscales : qui retracent la perception d'une contribution obligatoire (le droit, la taxe,...). Elles comprennent aussi les impôts sur le commerce extérieur. On distingue les impôts directs et les impôts indirects. Les premiers sont constitués par l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, l'impôt sur la plus-value immobilière, l'impôt sur le revenu salariaux et assimilés, et l'impôt synthétique. Ces derniers sont composés de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

-Les recettes non fiscales sont toutes les autres recettes. Elle retrace les recettes avec contreparties, telles que, le revenu de la propriété, l'excédent d'exploitation des unités de production marchande des administrations publiques, recettes de services auxquelles s'ajoutent les produits des amendes, confiscations, donations privées qui sont des transferts sans contrepartie, effectués par des organismes extérieurs au profit du gouvernement.

-Aide budgétaire sectorielle : destinée à un secteur et à financer les dépenses du budget de l'Etat découlant de la mise en œuvre d'une politique sectorielle, sous la conduite de l'Etat partenaire.

-Les financements intérieurs : c'est l'ensemble des prêts consentis par tous les agents résidents de l'économie, en dehors de ceux qui sont considérés comme faisant partie du gouvernement. Il s'agit des prêts ou avances reçus du système bancaire ; les obligations émises par le trésor et les autres emprunts

---

<sup>6</sup> Ministères des finances et du budget, *Le budget*, Guide pratique, 2<sup>e</sup> édition, Aout 2008, pp 17.

-Les financements extérieurs correspondent à l'ensemble de prêts nets, venant de non-résidents, reçus par le gouvernement pendant l'année.

### 3. Concept de l'éducation

La question sur l'éducation renvoie à définir la notion de capital humain. Gary Becker<sup>7</sup> est à l'origine de l'expression « capital humain », apparu aux Etats-Unis dans les années 60. Le capital humain désigne les capacités intellectuelles et professionnelles d'un individu, capacités propres à lui assurer des revenus monétaires futurs<sup>8</sup>. Cette notion est intéressante, car elle permet de parler d'investissement en capital humain à travers l'éducation ou de formation. L'éducation est donc considérée comme un investissement que l'individu effectue en vue de la constitution d'un capital productif.

Depuis quelques décennies, certains travaux ont été orientés vers l'économie de l'éducation. Les classiques ont été les premiers à s'intéresser dont A. Smith (1776) peut être considéré comme le père fondateur. Il stipule que l'éducation est un facteur qui assure la division de travail. Ensuite, le travail de Robert Malthus (1798) met l'importance de l'éducation sur le changement de comportement des individus, mais non pas sur le processus de production. Ainsi, John Stuart MILL et Karl Marx mettent l'importance de l'éducation par la suite sur la dimension quantitative de la force de travail nécessaire pour produire un bien.

La théorie économique s'est intéressée depuis longtemps sur la recherche de relation entre le capital humain et la croissance économique. En effet, les théoriciens de la croissance endogène et d'autres travaux ont connu des résultats et ils tirent la conclusion selon laquelle c'est impossible de parler de croissance économique sans se référer à l'éducation.

D'une manière générale, l'éducation est considérée comme la source de capital humain, puisque le salarié investit en fonction de son salaire actuel ou future. L'élévation de la qualification a un effet externe positif. Le rythme de croissance dépend donc forcément de la part des ressources consacrées au système de formation et aux dépenses d'éducation.

En particulier, Madagascar, de 1975 jusqu'au début des années 90, sous l'impulsion de la Loi 78-040 préconisant la décentralisation, la démocratisation et la malgachisation, le secteur

---

<sup>7</sup> BECKER Gary, Prix Nobel de l'économie en 1992.

<sup>8</sup> CAPUL Jean-Yves, GARNIER Olivier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Yves Manhès, Avril 1999.

éducatif avait connu une multiplication des institutions d'éducation et de formation, une forte expansion des effectifs, une participation dynamique de la communauté dans la construction de bâtiments scolaires, et un changement dans le contenu et la transmission des savoirs ainsi que dans la formation des enseignants. Appliquer par la suite, le système de l'éducation pour tous (EPT), depuis l'année 2003.

A nos jours, le gouvernement malgache fait des efforts sur le financement de l'éducation dont la majeure partie est assurée par l'Etat par le biais des ministères chargés de l'éducation et de la formation.

## **Section2 : Rôle économique de l'Etat**

L'intervention de l'Etat dans la sphère économique a toujours été un sujet controversé. En effet, il existe plusieurs conceptions du rôle de l'Etat dans l'économie. Pour les classiques, la participation de l'Etat à la vie économique doit être limitée à l'exercice de ses fonctions régaliennes, c'est-à-dire les fonctions que les secteurs privés ne peuvent prendre en charge, et à la garantie du libre fonctionnement du marché. Par contre, les keynésiens affirment que l'Etat peut jouer un rôle actif dans la relance de la croissance. Pour eux, l'Etat doit au service de la population dont le but est de satisfaire son besoin, d'améliorer son bien-être, ainsi qu'il doit intervenir dans l'économie pour corriger les dysfonctionnements du marché. D'autre part, il la défavorise car il décourage l'initiative privée puisqu'il réduit ses rendements en ôtant à ces entreprises une part des bénéfices tirés de leur activité. Il existe donc un taux d'imposition optimal qui permet à l'Etat de maximiser la croissance.

Parmi ces diverses classifications possibles de rôle de l'Etat, c'est celle proposée par MUSGRAVE<sup>9</sup> en 1959 s'est imposée. Pour lui, les dépenses publiques peuvent répondre à trois fonctions principales de l'Etat<sup>10</sup>, à savoir : une fonction d'allocation des ressources pour financer la production des biens et services publics ; une fonction de redistribution afin de corriger les inégalités de revenu et enfin une fonction de stabilisation macroéconomique qui consiste à contrôler les variations cycliques de l'activité.

---

<sup>9</sup> RICHARD Abel Musgrave, *Théorie des finances publiques*, 1959.

<sup>10</sup> TOMMAS Daniel, *Gestion des dépenses publiques dans les pays en développement*, A savoir, 2010, p.14.

## 1. La fonction d'allocation :

Elle correspond à l'affectation des ressources entre les différents usages possibles. En d'autre terme, l'Etat va promouvoir une allocation optimale des ressources économiques rares afin d'en tirer la meilleure partie pour le bien être de la collectivité. C'est-à-dire, l'Etat doit intervenir sur l'allocation des ressources productives pour atteindre des objectifs jugés économiquement et/ou socialement plus satisfaisants que ceux qui résultent du marché ( par exemple, offrir des biens ou services collectifs purs comme l'éclairage public, la défense nationale). Entre dans cette catégorie des fonctions, les interventions qui vise à affecter la quantité ou la qualité des facteurs de production disponible dans l'économie. Les interventions publiques visent également dans cette catégorie, à modifier la répartition sectorielle ou régionale de ces facteurs de production.

D'une manière générale, l'Etat affecte des moyens à la prise en charge de certaines productions non marchandes comme l'éducation, les infrastructures publiques, la santé et d'autres services publics.

## 2. La fonction de redistribution :

Cette fonction de redistribution correspond à la modification de la répartition des revenus et des fortunes dans un sens de justice sociale. L'Etat va donc chercher à distribuer de manière équitable le bien être en terme concret du revenu et de la fortune et cela entre les individus, les régions, les générations.

Elle s'effectue le plus souvent au moyen de prélèvement obligatoire. A titre d'exemple, le système mixte de protection sociale, c'est-à-dire l'assurance sociale qui est financée par cotisation suivant la capacité contributive, et l'assistance sociale (aide délivrée par la collectivité aux nécessiteux) dont le financement est exclusivement assuré par les recettes fiscales. Ou bien, les deux logiques de redistribution : la redistribution verticale (participation des plus aisés au profit des plus démunis) et la redistribution horizontale (participation des actifs pour faire bénéficier des prestations à ceux qui sont économiquement improductifs ou inactifs).

### 3. La fonction de stabilisation :

Il s'agit de réduire les écarts par rapport à l'équilibre suite à des chocs exogènes qui éloigne l'économie de cet équilibre. L'Etat doit promouvoir les grands équilibres macroéconomiques (plein emploi, équilibre extérieur et stabilité des prix) en stabilisant les fluctuations de la croissance économique. C'est le rôle que les économistes keynésiens attribuent aux politiques monétaires et budgétaires.

Dans cette optique, l'Etat doit intervenir pour réguler les activités économiques afin de relancer la croissance économique, soit en agissant sur la politique budgétaire expansionniste, c'est-à-dire, on va augmenter les dépenses publiques qui va donc à son tour accroître les activités économiques, l'embauche, la distribution de revenu. Cela va conduire à atteindre le plein emploi et enfin, une baisse de chômage. Soit par la politique fiscale, par une diminution des impôts sur les revenus ou sur la consommation afin de redonner du pouvoir d'achat aux consommateurs pour qu'ils augmentent leur consommation.

Dans cette manière, selon XAVIER Greffe, « les politiques publiques marquent les interventions des pouvoirs publics dans le fonctionnement de l'économie »<sup>11</sup>. Son analyse se réfère sur les fondements, dimensions et conséquences de ces politiques publiques. Il considère alors les mises en œuvre de ces politiques publiques, qu'elles relèvent de l'allocation, de la stabilisation ou de la redistribution, avant de s'interroger sur les enjeux d'une nouvelle gestion publique.

### **Section 3: Notion sur la croissance économique**

Quant à François PERROUX, la croissance économique est définie comme l'accroissement d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans des changements de structure et éventuellement de systèmes accompagnés de progrès économiques variables. Ceci revient à dire que la croissance économique n'est pas un fait du hasard mais plutôt une œuvre soutenue et qu'elle se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie.

---

<sup>11</sup> XAVIER Greffe, *Economie des politiques publiques*, 2<sup>ème</sup> éd., Dalloz-Sirey, 1997, 582p.

Selon Guellec D., la croissance économique est définie comme une augmentation durable de la production au cours du temps<sup>12</sup>.

En d'autres termes, c'est l'augmentation sur une longue période des grandeurs économiques significatives tels que le produit national brut, le produit intérieur brut, les investissements, etc.

### 1. Les facteurs déterminants de la croissance

La fonction de production est un outil important dans l'étude de la croissance économique. Le niveau de la croissance a une relation entre les quantités des facteurs de production disponibles et de leurs utilisations. Il existe trois facteurs tels que le capital, le travail et le progrès technique.

Dans la théorie néoclassique, la seule source de croissance est l'accumulation de capital physique. Les théoriciens n'ignorent pas les autres sources, mais ils ne les intègrent pas dans les modèles. Domar (1942) et Harrod (1947) introduisaient l'accumulation de facteurs capital et travail. Selon eux, le progrès technique est une variable exogène, contrairement aux théoriciens de la nouvelle théorie de la croissance qui la considère comme une variable endogène.

#### ➤ Le facteur capital :

La croissance se traduit par des investissements qui viennent accroître ou améliorer le stock de capital technique disponible ce qui permet une augmentation des quantités des biens et services produites.

La notion de capital renvoie à de multiples dimensions :

- Une dimension financière : il s'agit de l'ensemble des ressources d'un agent. Ces ressources sont engagées pour faire fonctionner une entreprise. Une partie de ce capital est constituée par des différents apports effectués par les associés : c'est le capital social.

---

<sup>12</sup> GUELLEC Dominique, RALLE Pierre, « Innovation, propriété intellectuelle et croissance » in *Revue économique*, N°44, 1993, p. 319.

- Une dimension physique : il s'agit du capital technique ou capital fixe. C'est l'ensemble des moyens matériels durables qui peuvent être utilisés plusieurs fois au cours du processus de production (biens d'équipements).

➤ Le facteur travail :

La croissance est possible grâce à une augmentation de la quantité de travail disponible ou par une augmentation de la qualité du facteur travail utilisé (accroissement de la qualification moyenne des salariés).

Dans ce facteur, la population active joue un rôle très important. Deux grands facteurs expliquent les mouvements quantitatifs de la population active :

- Le premier est d'ordre démographique, c'est-à-dire, il comprend l'accroissement naturel de la population en âge de travailler et le solde migratoire.

- Le second concerne l'évolution des taux d'activités des hommes et des femmes. L'évolution des taux d'activités se présente forcément sur le niveau de vie de la population active. Entre autre, la baisse du taux d'activité ralentit le rythme de la population active, alors que sa hausse le stimule.

➤ Le progrès technique : qui accroît la productivité des facteurs de production utilisés. Près de la moitié de la croissance économique serait le fait de ce progrès technique.

Le progrès technique, pour les économistes traditionnels, est un facteur exogène. Deux types de raisons sont invoqués : le premier est basé sur la pertinence empirique d'une telle hypothèse. Pour eux, il consiste en une plus grande maîtrise des lois de la nature. Le second type de raison est l'incompatibilité supposé des rendements d'échelle croissants et de l'équilibre concurrentiel.

Pourtant les économistes de la nouvelle théorie de la croissance, le progrès technique est le résultat d'une activité économique rémunérée ; ainsi son niveau sera endogène. Il affecte les formes de la croissance, la structure du marché. Le relancement de la croissance amène les décideurs à tenir compte et créer de nouvelles techniques de l'information et de la communication.

Par conséquent, le progrès technique consiste à utiliser plus efficacement les facteurs de productions (à produire plus avec une même quantité de capital et de travail). On mesure le progrès technique avec la productivité globale des facteurs de production qui se définit comme le rapport de la production sur les facteurs mis en œuvre, estimés en fonction de la dépense effectuée en travail et en capital.

En bref, la croissance économique se produit à la fois par l'augmentation des quantités de facteurs de production utilisés dans le processus productif, mais aussi de l'amélioration des techniques de production permettant de produire plus de biens et services avec les mêmes quantités de facteurs de production. On peut alors distinguer :

-La croissance extensive qui correspond à l'augmentation quantitative des facteurs de production.

-La croissance intensive qui désigne une augmentation de la production provient d'une utilisation plus efficace des facteurs de production existants.

## 2. Les mesures (indicateurs de la croissance économique)

Pour bien appréhender un phénomène économique, il faut savoir l'indicateur utilisé. La croissance est mesurée par le taux d'augmentation de PIB.

Etant donné que le PIB est mesuré en unités monétaires, c'est-à-dire par la somme d'un produit prix-quantité, sa valeur peut augmenter aussi bien, soit à la suite d'une hausse des prix que d'un accroissement des quantités réellement produites (quantités physiques). Il faudrait à cet effet distinguer le PIB réel et le PIB nominal.

Le PIB nominal est la valeur des biens et services mesurée à prix courants alors que le PIB réel est mesuré à prix constants. Pour calculer ce dernier, on retient les prix d'une année de base, car il faut neutraliser l'effet de la variation des prix et mettre en évidence l'évolution de la production physique. Dans ces conditions, le PIB réel mesure plus correctement le niveau de l'activité et du bien-être économique que le PIB nominal.

Mais, pour mesurer les performances d'une économie dans le temps, on se rapporte à la variation de son PIB réel. De cette façon, le taux de croissance du PIB représente l'indicateur qui permet d'apprécier les performances d'une économie.

## **CHAPITRE 2 : APPROCHE THEORIQUES SUR LA RELATION ENTRE DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

La plupart des manuels des théories économiques, d'histoire de la pensée économique et d'histoire des faits économiques font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Initié en 1776 par la vision optimiste d'A. Smith en vertu de la division du travail, le thème de la croissance réapparaîtra au XIXe siècle par les travaux de Malthus, Ricardo et Marx. Il faudra cependant attendre le XXe siècle et les années 50 pour que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable succès. Les modèles post-keynésiens (Harrod-Domar) et néoclassiques (Solow) ont introduit un véritable débat sur la question de la croissance équilibrée. Depuis les années 70-80, la croissance a connu un nouvel essor sous l'impulsion des théoriciens de la croissance endogène.

Certains d'entre eux ont été menés pour montrer la relation positive ou négative entre les dépenses publiques et la croissance économique. Mais dans cette section, nous allons citer les plus connus.

### **Section1 : Les dépenses publiques source de la croissance économique**

#### **1. Conception keynésiennes de la dépense publique**

Dans son ouvrage « la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », Keynes<sup>13</sup> a donné à l'interventionnisme un but qui serait de réaliser un plein emploi par le moyen du maintien de l'investissement à un niveau élevé grâce à une politique de crédit et de monnaie dirigée c'est-à-dire user d'un taux d'intérêt faible afin de stimuler l'investissement privé et cela par le biais d'une politique de dépenses publiques. Ainsi, il considère l'interventionnisme comme instrument de stabilisation de la situation économique.

Pour les keynésiens, la dépense publique permet d'assurer une solidarité sociale et elle joue le rôle de stabilisateur économique. La manipulation par l'Etat de la dépense publique est une stratégie de régulation de l'économie. La dépense publique pour eux encourage les gains de

---

<sup>13</sup> Keynes John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Traduction de l'Anglais par Jean De Largentaye, édition Payot, Paris, 1942, 407p.

croissance car la dépense publique soutient la demande en période de crise et le réduit en période d'expansion.

En effet, cette théorie est expliquée dans le cadre d'une crise économique. Lors d'une récession économique, l'Etat procède à une augmentation des dépenses publiques par le biais de la politique budgétaire pour pouvoir augmenter la demande globale, qui va aboutir par la suite à une augmentation la production et cela conduira à une hausse du revenu et donc une croissance économique.

D'autre côté, la politique de l'Etat consiste à réduire les dépenses publiques.

Comme Keynes, il trouve donc un intérêt sur les dépenses publiques tant au niveau économique que social.

## 2. Théorie da la croissance endogène

Le modèle de Solow postule l'existence d'une croissance de long terme stable, dont le rythme ne dépend que de croissance démographique et de progrès techniques, mais ses déterminants sont exogènes. Il n'expliquait pas la croissance et signalait tout simplement que grâce au progrès technique que la croissance peut perdurer. En effet, les théories de la croissance économique connaissent un renouveau depuis la fin des années 1980 et le début des années 1990. Ces théories reposent sur une nouvelle façon de considérer l'origine et le rôle du progrès technique dans le processus de croissance. Certains économistes ont lancé la notion de croissance endogène. A la suite le modèle de Paul Romer (1986) envisageait le moteur de la croissance économique dans l'accumulation des connaissances et de l'apprentissage. Il affirme que : « c'est en produisant qu'une économie accumule spontanément les expériences et donc les connaissances »<sup>14</sup>. Plus le niveau de connaissance n'est élevé, plus l'accumulation d'expérience et de savoir-faire est forte, ce qui favorise la croissance. Celui de Robert Lucas (1988) considère que le capital humain est un facteur endogène de croissance. Pour lui, la croissance économique dépend en grande partie des efforts individuels et sociaux de formation qui eux-mêmes dépendent de la capacité à épargner et donc à renoncer à une consommation présente pour investir dans l'éducation.

---

<sup>14</sup> Idem.

Les théories de la croissance endogène vont montrer qu'une intervention de l'Etat peut stimuler la croissance en incitant les individus à investir davantage dans le progrès technique. Pour favoriser l'investissement en capital humain, l'Etat peut favoriser l'accès à l'éducation. On assiste aussi à une réhabilitation des dépenses publiques, non pas dans une perspective de stabilisation, mais dans une perspective structurelle de la croissance.

### 3. Modèle de Barro

Dans le cadre de la croissance endogène, Barro (1990) démontre que la dépense publique est directement productive et doit être considérée comme un des facteurs de la fonction de production. La contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation (afin d'accroître le capital humain) et de recherche et développement, mais aussi celles d'infrastructures en matière de transport et de communication.

Comme les autres accumulations, ces dépenses ont un effet cumulatif ; elles permettent d'augmenter la croissance qui induit un accroissement des recettes publiques et donc de la dépense facteur de croissance. Il souligne l'importance des infrastructures publiques dans la circulation des informations, des personnes et des biens. Même si, en investit dans des infrastructures, l'Etat peut donc conduire à l'amélioration de la productivité des entreprises privées.

Barro montre que l'augmentation du taux d'imposition a deux effets sur la croissance : d'une part, il la favorise par le biais du financement des infrastructures source de croissance en raison que le capital public rend le capital privé plus productif et évite que sa productivité marginale s'annule progressivement.

En bref, l'Etat peut favoriser les différentes accumulations de capital par le biais des politiques publiques structurelles, comme la politique de formation et d'éducation puisque ces accumulations présentent des effets externes importants. Dans ce point de vue, l'investissement dans l'éducation va engendrer une hausse du capital humain et conduira par une augmentation de la production. De plus, l'investissement dans la recherche publique favorise le développement du progrès technique qui permet le gain de productivité et d'où la croissance économique.

## **Section2 : Les limites de la relation entre dépenses publiques et croissance économique**

On a vu dans les analyses théoriques précédemment que la dépense publique favorise la croissance économique à court terme du point de vue keynésien et à long terme selon les théoriciens de la croissance endogène.

Néanmoins, on y trouve théoriquement des relations inverses entre les dépenses publiques et la croissance économique. En premier lieu, certaines dépenses sont inutiles ou porteuses de moindre valeur ajoutée notamment certains services de la fonction publique territoriale. Puis, la part de l'investissement productif dans les dépenses de l'Etat est très faible alors que ces dépenses sont réellement porteuses de croissance et d'emploi.

En second lieu, elles entraînent d'impacts néfastes sur les déséquilibres budgétaires. La hausse des dépenses publiques correspond d'une augmentation du déséquilibre budgétaire e. Par conséquent, il y a un déficit très élevé ou permanent, cela va conduire à l'inflation et entraîne une moindre croissance économique.

### 1. Conception classique de la dépense publique

Le libéral pense que l'intervention de l'Etat entrave le mécanisme d'autorégulateur de l'économie de marché. Il sous-entend que les sommes prélevées par l'Etat ne sont pas utilisées de manière efficiente, elles servent à financer des activités peu productifs. Pour eux-mêmes, l'Etat a tendance à dépenser plus qu'il ne prélève que par l'impôt. Parfois, ceci aboutit à un déficit et conduisant l'Etat à procéder à une création monétaire qui est une source de l'inflation, ou à un emprunt auprès du public qui est source d'effet d'éviction aux dépenses des entreprises privées qui ont besoins de financement.

Ainsi, d'après cette théorie, la dépense publique constitue un poids pour l'économie tant par le prélèvement qu'elle implique, que par les choix des dépenses effectuées qui serait moins productives. Elles peuvent freiner la croissance en empêchant une utilisation privée des ressources. Ceci revient à dire que l'allocation des ressources aux privés sont plus efficace que celle des publiques. En fait, les libéraux suggèrent, il faut que les dépenses publiques devraient être moindre pour assurer le fonctionnement de service administratif les plus essentiels.

## 2. Conception de la nouvelle macroéconomie classique sur la dépense publique

La nouvelle économie classique considère que les politiques conjoncturelles sont inefficaces.

Comme les monétaristes, ils ont émis un doute quant à l'efficacité de la politique budgétaire, puisque selon eux, la consommation est fonction du revenu permanent. Elle est donc peu sensible aux variations temporaires des dépenses publiques.

Par ailleurs, ils ont mis l'accent sur la lutte contre l'inflation qui provient principalement à l'excès de monnaie en circulation par rapport à la production nationale. Or, la politique des dépenses entraîne un effet inflationniste. Pour lutter contre l'inflation, il faut donc réduire les dépenses publiques, mais cela freine la croissance et l'emploi.

## 3. Les effets des dépenses publiques excessives

Comme principaux bailleurs de fonds, le FMI et la Banque mondiale ont leurs propres approches concernant l'excès des dépenses publiques.

### ➤ Approche du FMI :

Selon le FMI, l'augmentation des dépenses va conduire à une hausse de la demande globale, étant donné que la demande globale est constituée par l'ensemble de la consommation, de l'investissement ainsi que des dépenses de l'Etat. Or, l'augmentation de la demande globale va inciter un accroissement de l'importation et donc on ajoute une importation supplémentaire à l'importation habituelle, ce qui va impliquer un déficit commercial. Ce déficit commercial va par la suite induire à un endettement extérieur de l'Etat. De ce fait, la croissance des dépenses ne peut qu'accroître l'endettement de l'Etat. Alors, l'augmentation des dépenses publiques entraîne un effet négatif sur la croissance.

### ➤ Approche de la Banque Mondiale

L'approche de la Banque Mondiale est conforme à celle du FMI. Selon elle, l'augmentation des dépenses entraîne aussi un déficit budgétaire et par la suite une augmentation de la demande globale. Ainsi, la demande globale excèdera l'offre globale. Pour le cas de Madagascar, cette situation s'aggrave étant donné que l'offre y est rigide. Par l'excès de la demande par rapport à l'offre, le prix des produits intérieurs va augmenter, ce qui va abaisser la compétitivité prix des produits nationaux. La perte en compétitivité prix ne va provoquer qu'une soustraction de l'exportation et donc déficit commercial. Enfin, ce déficit commercial va aussi se produire une aggravation de l'endettement extérieur.

***DEUXIEME PARTIE :***

***ANALYSE DE L'IMPLICATION DES  
DEPENSES PUBLIQUES SUR  
L'ECONOMIE : CAS DE MADAGASCAR***

Pour mieux comprendre la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique de Madagascar, il est nécessaire de percevoir comment les dépenses du secteur éducatif contribuent à la croissance dans le pays, mais il est également nécessaire de s'interroger sur les problèmes qui constituent des entraves pour la croissance en question et d'en proposer des recommandations vis-à-vis de ces problèmes.

## **CHAPITRE III : EVOLUTION DES DEPENSES PUBLIQUES MALGACHES ENTRE 2010-2015**

Il importe donc dans ce chapitre de savoir le montant des dépenses publiques malgaches durant cette période, ainsi que leurs répartitions selon la classification économique et enfin, quels sont leurs apports au PIB ?

### **Section1 : Aperçu générale des dépenses publiques entre 2010-2015**

#### **Pour l'année 2010 :**

Après la crise politique qui avait entraîné une situation défavorable sur l'économie malgache, les dépenses totales ont été à l'ordre de 2886,7 milliards Ariary pour cette année dont elles connaissent une augmentation par rapport à l'année précédente.

Deux principaux objectifs sont tenus par le gouvernement dont l'austérité d'un côté et la relance d'autre côté. La politique d'austérité concerne la diminution de la dépense publique alors que celle de relance sert à maintenir les activités économiques touchées par la crise.

Cette hausse des dépenses est expliquée par la mise en œuvre des stratégies de relance de l'économie, à travers les différents secteurs porteurs notamment l'industrie minière, le tourisme, l'énergie et les NTIC. Dans ce cadre, le gouvernement a un principal objectif de mettre en place un environnement économique et social incitatif à laquelle s'ajoute la poursuite des programmes d'investissements publics. En effet, il s'agit de créer un climat favorable qui va permettre aux opérateurs d'investir<sup>15</sup>.

#### **Pour l'année 2011 :**

Pour cette année, les dépenses totales de l'Etat s'élève à 2983,7 milliards Ariary. L'action du gouvernement mène à la fois sur le plan politique que sur le plan économique. Cette année a marqué par la mise en place de la IV<sup>ème</sup> République. Ainsi, dans le domaine économique, une politique de relance pour garder la stabilité macroéconomique et financière ; une politique d'austérité ; et, une politique fiscale et douanière incitative, pour favoriser les outils de production dans certains secteurs tels que l'agriculture, les NTIC, le tourisme et

---

<sup>15</sup> *Résultats économiques et financiers pour 2010.*

l'énergie, en particulier les énergies renouvelables. De plus, les dépenses publiques sont concentrées non seulement sur le soutien des activités considérant comme piliers de développement, mais surtout sur le développement de l'accès aux services sociaux de base comme l'éducation et la santé<sup>16</sup>.

**Pour l'année 2012 :**

L'année budgétaire 2012, quant à elle est marquée par la politique budgétaire qui vise une gestion prudente pour améliorer l'exécution budgétaire. Ainsi, le montant des dépenses totales s'élève à 1557,8 milliards Ariary à fin Juillet 2012, pour une prévision de 3 028,4 milliards d'Ariary vers la fin de cette même année.

**Pour l'année 2013 :**

Les dépenses publiques vont augmenter en passant à 1842, 1 milliards d'Ariary. Cette année est particulièrement marquée par la reprise partielle de l'activité économique et les réformes de la gestion des finances publiques, qui sont engagées depuis 2004<sup>17</sup>.

**Pour l'année 2014 :**

A des fins de redressement de l'économie, les dépenses totales s'élève à 3479, 3 milliards d'Ariary. L'action de l'Etat en matière des dépenses publiques se focalise sur la promotion de des activités économiques et commerciales à travers le soutien des secteurs ou filières porteurs. Les priorités seront donc axées aussi sur les services sociaux de base, par l'élargissement de l'accès aux services de santé et d'éducation, et d'infrastructures par la construction, la réhabilitation et l'entretien des infrastructures de base<sup>18</sup>. Ainsi, les objectifs du gouvernement sont tournés sur l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques ; la mise en œuvre de politique de rigueur budgétaire dans la gestion des Finances Publiques ; et le maintien de la stabilité macroéconomique.

**Pour l'année 2015 :**

Afin de faire face aux objectifs de développement pour relancer l'économie, les dépenses totales vaut 4852,5 milliards d'Ariary.

---

<sup>16</sup> *Lois des finances 2011.*

<sup>17</sup> *Résultats économiques et financiers pour 2013.*

<sup>18</sup> *Résultats économiques et financiers pour 2014.*

La préoccupation du gouvernement a été pour cette année centrée sur la politique de développement dans le cadre de mise en œuvre de Plan National du Développement (PND), dont l'objectif principal est d'asseoir une croissance forte, durable et ayant des répercussions sur les couches vulnérables afin d'améliorer les indicateurs de développement<sup>19</sup>.

Au total, les dépenses publiques se sont généralement concentrées sur les secteurs porteurs comme le tourisme, l'agriculture, l'énergie et la télécommunication, ainsi que sur les services sociaux notamment dans l'éducation, la santé et les infrastructures publiques.

## **Section 2 : Répartition des dépenses selon la classification économique**

Le tableau suivant récapitule la répartition des dépenses publiques selon la classification économique. L'analyse de l'évolution des dépenses publiques selon la catégorie des dépenses nous permettra de distinguer les dépenses courantes et les dépenses d'investissement. Cette distinction est clairement exprimée dans les lois de finance.

**Tableau 1 : Evolution et répartition des dépenses publiques (en milliards d'Ariary)**

Année	Dépenses publiques totales	Dépense de solde	Dépenses de fonctionnement hors solde	Dépense en capital
2010	2 886,7	930,0	836,5	1 329,8
2011	2 983,7	1 035,0	816,9	1 251,9
2012	1 577,8	1 164,0	754,8	697,0
2013	1 842,1	1 351,5	824,7	744,0
2014	2 817,2	1 444,6	1 045,9	1 015,9
2015	4 889,0	1 521,8	2 998,4	1 290,4

*Source : Résultats économiques et financiers pour 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015.*

Face à ce tableau, les dépenses courantes sont en généralement détenues une part plus importante que les dépenses en capital, qui est considérées comme porteuses de croissance. Cela veut dire que les dépenses publiques affectées aux secteurs stratégiques sont en faible

<sup>19</sup> Résultats économiques et financiers pour 2015.

proportion par rapport aux dépenses totales. On constate une hausse des dépenses courantes que des dépenses en capital en 2011, 2014 et 2015 si une diminution en 2012 et 2013.

### **Section 3 : Les dépenses publiques par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB)<sup>20</sup>**

#### **En 2010 :**

Grace à la politique de relance pour l'année 2010, une légère reprise est constatée avec un taux de croissance de 0,6% qui représente une hausse considérable par rapport à l'année précédente. Pour le secteur primaire, le taux de croissance de 1,1% provient de la branche de sylviculture qui a enregistré un taux de croissance de 0,1%. Ce taux étant expliqué par l'effort des autorités à contenir les exploitations illicites de bois de rose. Ainsi, la fin de la subvention en intrant agricole a entraîné une moindre performance pour ce secteur.

En ce qui concerne le secteur secondaire, le taux de croissance légèrement élevé de 2,1% était particulièrement tiré par la branche industrie extractive qui avait révélé une croissance de 121,3% malgré le report de la production et des exportations des ilménites, de nickel et du cobalt par les deux grands projets miniers QMM et Shérrit. Par contre, les productions des industries textiles et de la Zones Franches Industrielles sont encore en déclin suite à la suspension de Madagascar dans le cadre de l'AGOA.

Enfin, seul le secteur tertiaire a enregistré une croissance négative de -0,1% du fait d'un ralentissement enregistré dans la branche des BTP de -17,5%.

Néanmoins, en matière de finances publiques, on a été constaté un déficit budgétaire de 1,9% du PIB.

#### **En 2011 :**

Pour l'année 2011, le taux de croissance est de 2,8% dont -0,2% pour le secteur primaire, 12,6% pour le secteur secondaire et 2,9% pour le secteur tertiaire.

Au niveau du secteur primaire, la branche agriculture occupera une place importante avec un taux de croissance de 2,0%. Toutefois, la branche sylviculture enregistrera une décroissance de -20,0% suite à la fin des exploitations illicites de bois de rose.

---

<sup>20</sup> Résultats économiques et financiers pour 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015.

Ensuite, le secteur secondaire portera essentiellement une expansion économique dont on observe un niveau de croissance très important dans les industries extractives. Puis, on constate une reprise de 4,0% dans le secteur énergétique qui se focalise beaucoup sur les énergies renouvelables, et auquel le gouvernement accorde une certaine priorité. De même un niveau similaire de la croissance sera observé au niveau de la branche industrie alimentaire sous l'effet de la reprise du tourisme et de la relance dans la filière laitière.

Le secteur tertiaire représente une croissance de 2,9% durant cette année. Avec les projets de construction, de réhabilitation et de finalisation d'infrastructure prévue telle que la réhabilitation de la Route Nationale 44 (RN44), la branche BTP favorise une croissance importante de 5,2% et la branche de télécommunication connaît un essor de l'ordre de 4,0% avec l'évolution de la technologie et le développement de la connexion à haut débit.

Ainsi, le déficit budgétaire doit être contenu de 3,0% du PIB.

**En 2012**, le taux de croissance économique est révisé à 1,9% contre une prévision initiale de 2,0%. Cette baisse s'explique notamment par le ralentissement des activités du secteur secondaire. Cette faible performance est surtout attribuée à la branche sylviculture. Par contre le taux de croissance dans la branche élevage a atteint de 0,7%.

Le secteur secondaire enregistre un taux de croissance de 3,7%, favorisée essentiellement par le développement des capacités productives des industries extractives et de la branche énergie en pleine restructuration et en phase d'adaptation aux énergies renouvelables.

Le secteur tertiaire a engendré une croissance de 2,7% avec la reprise du tourisme et des branches qui lui sont affiliées.

Ainsi, le déficit budgétaire est attendu de 1,6% du PIB pour cette année.

### **En 2013 :**

La croissance économique pour l'année 2013 est estimée à 2,8% dont le secteur primaire a connu une croissance de 2,5%, le secteur secondaire 3,7% et le secteur tertiaire 2,9%.

L'essor de la croissance de secteur primaire de l'ordre de 2,5% est produit par la croissance enregistrée dans l'agriculture pour une proportion de 3,1%, et dans l'élevage de 3,0%.

Le secteur secondaire établit une croissance de 3,7%, qui ce soit induite principalement par la hausse de la production de minière (QMM), aux secteurs liés à la construction et travaux publics et les zones franches industrielles.

La hausse globale des activités du secteur tertiaire est estimée à 2,9%. Cette progression découle en partie de la croissance des activités liées aux BTP (3,1%) grâce à la mise en place des infrastructures minières et pétrolières ; puis, une forte hausse de croissance du secteur bancaire (5,0%) et de la télécommunication (3,2%).

Le déficit budgétaire est de l'ordre de 0,6%.

### **En 2014 :**

Prenant l'année 2014, la croissance du PIB a connu une progression par rapport à celle de l'année précédente en passant à 3,3%.

A cette année, le secteur primaire a affiché un taux de croissance de 3,3%. En effet, la branche de l'agriculture a eu une hausse de production (4,5%) notamment la production rizicole (10,2%). De même pour la branche élevage et pêche qui présente une croissance de 2,8%, ainsi que la branche sylviculture en raison du maintien des mesures d'interdiction d'exploitation et d'exportation des bois précieux.

Le secteur secondaire a présenté un taux de croissance de 8,5%. Ce recul s'explique par la décélération du rythme de croissance des industries extractives qui fonctionnent presque à pleine capacité de production. Il en est de même pour l'agro-industrie. En outre, les activités des Zones Franches Industrielles s'affaiblie par rapport à l'année précédente.

Le secteur tertiaire a connu un taux de croissance de 2,3%. L'amélioration constatée provient de la progression des activités de la branche des BTP avec un taux de croissance de 3,1%, du commerce (2,9%), et de la bonne tenue des activités relatives à des banques (5,3%) et des transports de marchandises (3,4%).

En effet, le déficit budgétaire s'établit de 3,5% du PIB si la prévision est de 1,6% du PIB.

### **En 2015 :**

Concernant l'année 2015, le taux de croissance économique est révisé à la baisse par rapport aux prévisions initiales en passant de 5,0% à 3,2%. Toutefois, les trois secteurs d'activités conservent de taux de croissance positif.

Le secteur primaire enregistre une croissance de 0,7% contre une prévision initiale de 2,0%, avec le recul de la production agricole (0,6%) et celle de la branche « élevage et pêche » (0,8%) et la « sylviculture » pour un taux de 1,0%.

Le secteur secondaire représente une croissance de 8,1% grâce à la performance des activités des industries extractives notamment l'exploitation de l'huile lourde de Tsimiroro de Madagascar Oil et la poursuite de la production du QMM et celle de l'Ambatovy. Par contre, les Zones Franches Industrielles propulsent ce secteur avec la reprise de l'AGOA.

Le taux de croissance dans le secteur tertiaire atteint 4,2%. Cet accroissement est expliqué par la progression de la branche BTP (8,3%) en raison de la reprise des financements de la part de l'Union Européenne (UE) et de la BAD, et de la réhabilitation et/ou construction de diverses infrastructures (routes, ponts, énergies, écoles, centre de santé,...), par la progression du secteur tourisme (3,3%), et par l'amélioration des activités de la télécommunication (3,8%) et du secteur de l'Assurance (14,7).

Par conséquent, le déficit budgétaire s'établit de 5,2% du PIB.

**Tableau 2 : Evolution de taux de croissance économique entre 2010-2015**

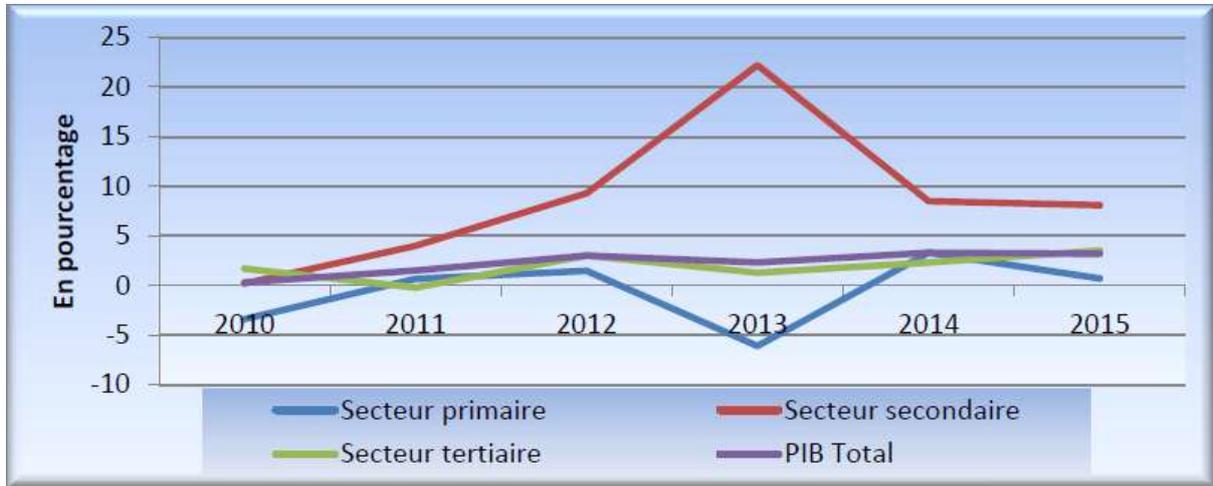
Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de croissance économique (en %)	0,6	2,8	1,9	2,8	3,3	3,2

*Source : Résultats économiques et financiers pour 2010 ; 2011 ; 2012 ; 2013 ; 2014 ; 2015.*

On constate une augmentation continue des dépenses publiques allant de 2013 à 2015, qui engendre à une faible augmentation du taux de croissance économique. De même pour l'année 2010 et 2011. Par ailleurs, on observe une diminution des dépenses totales entre l'année 2011 et 2012, d'où recul de la croissance économique. Par conséquent, on doit noter que l'évolution des dépenses publiques subira une influence sur la croissance économique.

Les taux de croissance du PIB selon les trois secteurs d'activité (secteurs primaire, secondaire et tertiaire) sont représentés par le graphique suivant :

Figure 1 : Taux de croissance du PIB de 2010 à 2015 (en %)



Source : Direction des Etudes et de la Modélisation Economiques /DGE/MEP.

En se référant sur cette figure, on observe qu'une très faible évolution du PIB total de 2010 à 2015. Sur le secteur primaire, on constate une croissance du PIB de 2010 à 2012 et du 2013-2014, tandis qu'une régression du 2012-2013 et 2014-2015. Concernant le secteur secondaire, on enregistre un taux de croissance légèrement élevé qui se traduit par la forte expansion de la production des industries extractives entre 2010-2013. Par contre pour l'année 2013 à 2015 qui connaît une baisse considérable provenant du recul des activités extractives. Quant au secteur tertiaire, il y a succession d'une faible augmentation et diminution du taux de croissance. Il importe de noter que le secteur secondaire représente le moteur de la croissance économique de Madagascar. On peut dire que le moindre taux de croissance produit par le secteur primaire est dû à la faible exploitation des ressources naturelles (agriculture, élevage), alors que de faible investissement pour le secteur tertiaire.

## **CHAPITRE IV : ANALYSE DES DEPENSES D'EDUCATION ET PROPOSITION D'AMELIORATION**

En poursuivant l'ampleur de phénomène mondialisation, Madagascar se doit créer un système éducatif performant adapté aux réalités du pays et en conformité avec les normes internationales, tant en quantité qu'en qualité. Ce qui permettra de fournir des ressources humaines qualifiées, nécessaires à un Etat économiquement compétitif et émergent. De ce fait, il doit développer des stratégies visant à moderniser le système éducatif permettant aux enfants malgaches d'accéder librement à une éducation pour tous.

La réalisation des objectifs de l'éducation tantôt au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, tantôt au niveau de l'enseignement supérieur, oblige l'Etat de prioriser les dépenses consacrées dans le domaine de l'éducation.

### **Section 1 : Situation de l'éducation à Madagascar**

La situation de l'éducation à Madagascar, en particulier l'enseignement primaire connaît encore des grandes difficultés. Malgré les actions et les efforts entreprises par le gouvernement et les partenaires techniques et financiers, les indicateurs dans ce domaine ne sont pas encore satisfaisants surtout les résultats.

Ces tableaux ci-dessous montrent l'évolution des indicateurs de performance suivant le niveau d'éducation.

**Tableau 3 : indicateur performant au niveau de l'enseignement primaire**

Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014
Taux Brut de Scolarisation (TBS)	121,1%	126,7%	144,5%	143%	144,2
Taux d'achèvement	76,5	74,3	71,8	71,3	69,5
Taux de réussite au CEPE		81,0	72,75	72,2	73,0

L'objet du taux brut de scolarisation est de montrer le niveau général de participation à un niveau d'éducation et indique la capacité du système à inscrire les élèves d'un groupe d'âge particulier.

On observe une diminution de l'accès à l'éducation, de même pour le taux de réussite. On constate que cette évolution a dû par différents facteurs comme les coûts liés à la scolarisation, la pauvreté des ménages.

**Tableau 4 : indicateur performant au niveau du second cycle**

Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014
TBS	47,2	52,3	54,0	52,6	52,3
Taux d'achèvement	32,7	37,2	36,3	39,0	39,9
Taux de réussite			39,2	39,4	39,2

Cette situation semble montrer que le taux d'accès des élèves à l'éducation connaît une augmentation entre 2011 et 2012. Par contre, il va diminuer et se stagner dans les deux dernières années. Le taux de réussite est presque inchangé.

**Tableau 5 : indicateur performant au sein de l'enseignement secondaire**

Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014
TBS		9,6	19,3	18,6	22,3
Taux d'achèvement	11,6	13,3	16,4	17,7	
Taux de réussite		46,1	41,4	41,42	36,08

Le TBS montre une amélioration de la scolarisation dans la dernière année. Le taux d'achèvement enregistre une progression continue allant de 2010 à 2013. Par ailleurs, on observe une forte diminution des résultats.

**Tableau 6 : indicateur performant au sein de l'enseignement supérieur**

Indicateurs	2010	2011	2012	2013
Taux de promotion	60,4	53,5	51,8	49,7
Taux de redoublement	15	15,7	12,4	18,8
Taux d'abandon	24,6	30,8	35,8	31,5
Taux d'achèvement	1,2	1,1	1,4	1,4

Source : Rapport de Mise en Œuvre des Programmes.

On a connu une véritable évolution durant cette période d'étude. Les indicateurs de performance ont même affiché des chutes telles que le taux de promotion 53,5% en 2011

passé à 51,8% en 2012 et 49,7% en 2013. Il en est de même pour le taux d'abandon entre 2012 et 2013. Néanmoins, le taux de redoublement a connu une augmentation entre 2012 et 2013, en passant de 12,4% à 18,8%.

En somme voyons ces tableaux d'évolution des indicateurs, on peut dire que l'instabilité en période de crise a eu des effets néfastes au fonctionnement du système éducatif.

## **Section 2 : Le poids des dépenses sur l'éducation**

### **1. Problèmes rencontrés sur les dépenses en matière de l'éducation**

En matière des dépenses publiques, l'action de l'Etat aux secteurs sociaux plus particulièrement dans le système éducatif représente une forme d'allocation des ressources et une forme de redistribution. Même si le développement de l'accès à l'éducation est l'une des préoccupations majeures du gouvernement, il s'avère difficile jusqu'à maintenant. Cependant, le secteur de l'éducation semble largement sous financé. Les dépenses intérieures réduites sont complétées par une importante aide extérieure et des contributions substantielles des ménages dans ce secteur. Les ressources existantes ne sont pas assez suffisantes pour appuyer l'amélioration de l'accès aux services sociaux et à leur qualité. En effet, ce manque des ressources empêche les systèmes publics de satisfaire aux besoins basiques de la population. Cette situation crée de sérieuse difficulté pour le système éducatif, occasionnant notamment des retards dans le décaissement des caisses écoles et des subventions destinées aux enseignants.

En outre, Madagascar n'affecte qu'une part faible de son PIB à l'éducation même si ce secteur est clairement priorisé parmi les dépenses publiques générales. Le total des dépenses publiques en éducation a connu une baisse considérable, descendant de 3,1% en 2013, un pourcentage qui se situe bien en dessous de la moyenne des pays à faible revenu. Ce faible investissement dans l'éducation s'explique davantage par la contraction générale des dépenses publiques que par un manque de priorisation de Gouvernement. En effet, l'éducation présentait en moyenne plus de 20% des dépenses totales de gouvernement entre 2010 et 2012,

ce qui est considérablement plus élevé que la moyenne des pays d'Afrique Subsaharienne et des pays à faible revenu dans leur ensemble<sup>21</sup>.

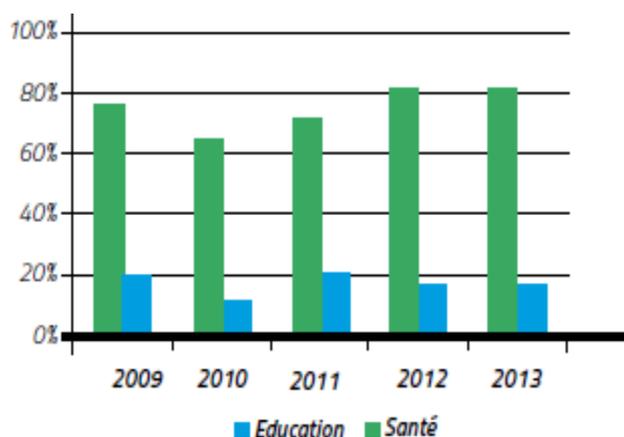
## 2. Dépenses publiques consacrés aux secteurs sociaux

**Tableau 7 : Répartition sectorielle des dépenses en capital entre 2010-2015**

Secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Productif	19,8	16,4	26,2	21,9	26,0	24,3
Infrastructure	43,0	31,7	33,6	25,7	21,1	27,3
Social	20,6	32,1	27,5	22,5	29,3	32,4
Administratif	16,6	19,8	12,7	29,9	23,6	16,0
Total	100	100	100	100	100	100

D'après ce tableau, on constate une part importante sur les secteurs infrastructure et social, par rapport aux autres secteurs tel que le secteur productif et le secteur administratif. Les dépenses allouées au secteur social connaissent une baisse en 2011, 2012 et 2013, alors qu'on va augmenter en 2014 et 2015.

**Figure 2 : Part du financement extérieur dans le total des dépenses publiques**



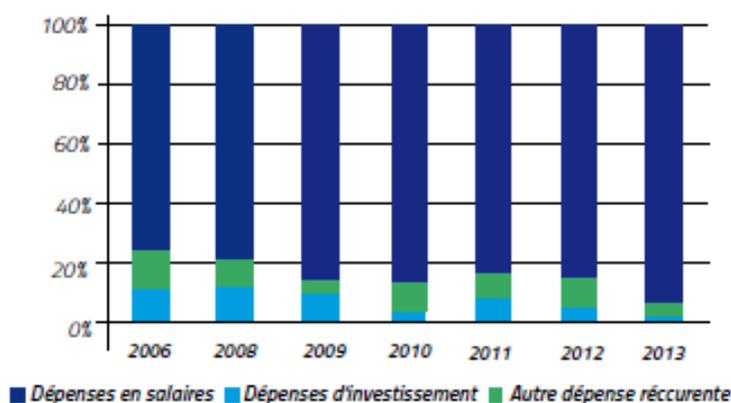
Source : Banque Mondiale

<sup>21</sup>La Banque Mondiale, *Revue des dépenses publiques relatives aux secteurs sociaux*, 2016, pp. 10-16.

Dans le cadre des services sociaux, l'aide extérieure représente une part très importante du total des dépenses publiques en santé alors que celle du total des dépenses publiques en éducation est relativement faible.

De ce fait, les dépenses publiques de Madagascar par l'éducation sont essentiellement dirigées vers les salaires, en augmentation rapide, laissant peu de place pour financer les nombreux autres aspects. Dans les secteurs sociaux même, les dépenses sont très centralisées, ce qui peut entraîner des retards dans le transfert de ressources et un manque d'alignement avec les besoins locaux. Compte tenu de cette situation, il faudrait réorienter progressivement les dépenses d'éducation vers les intrants qui ont un impact direct sur la qualité.

**Figure 3 : Dépense publique en éducation par catégorie**



Source : Banque Mondiale

Les couts salariaux comprennent les dépenses d'investissement et les dépenses non salariales. La part de la masse salariale connaît une augmentation durant cette période tandis que les dépenses d'investissement ont diminué jusqu'à 2% en 2013, ainsi que les dépenses de fonctionnement non salariale représentent 7% du total des dépenses d'éducation.

### **Section 3 : Propositions d'amélioration**

Pour atteindre l'efficacité des dépenses d'éducation :

Il faut permettre des dépenses d'éducation plus équitables :

- par le maintien des programmes visant à atténuer les obstacles financiers, à la scolarisation, en particulier pour les plus vulnérables, à travers la fourniture d'intrants d'éducation de base (par exemple, kits scolaires, bourses scolaires) ;
- veiller à ce que le recrutement d'enseignants fonctionnaires ait une orientation favorable et priorise les populations rurales et les zones vulnérables ;
- étudier la possibilité d'élargir l'appui aux enfants dont le coût d'opportunité est élevé à travers des transferts monétaires, des bons.

Il faut aussi améliorer la qualité des services d'éducation

- en dirigeant les ressources supplémentaires vers des interventions visant à soutenir l'environnement d'apprentissage ;
- élaborer et mettre en œuvre une stratégie renouvelée pour la formation, le recrutement, le déploiement et l'évaluation des enseignants ;
- veiller à ce que les ressources supplémentaires soutiennent une répartition équitable de la qualité d'éducation.

Au total, deux principales recommandations de politiques économiques se dégagent :

- Les Etats devraient améliorer la gestion de leurs finances publiques de façon à consacrer une bonne partie de leur budget au financement des investissements publics, notamment en infrastructures. Certes, les dépenses courantes sont indispensables au fonctionnement des services publics, mais l'Etat ne devrait pas cependant allouer la majeure partie de son enveloppe financière à ce type de dépenses improductives.

- le renforcement de l'investissement en capital humain devrait être une priorité. En effet, il est essentiel de mettre l'accent sur l'éducation, la formation, le renforcement des capacités et les autres services sociaux, grâce à une rationalisation des dépenses publiques en vue de relancer la croissance économique.

## CONCLUSION

En définitive, le rôle de l'Etat non pas seulement limité en matière administrative mais s'étend au niveau du domaine économique par le biais des dépenses publiques qui représente une forme d'allocation des ressources et de redistribution de revenu au sein de la collectivité.

Théoriquement, les dépenses courantes ont un effet négatif et significatif sur la croissance, puis, la hausse de ces dépenses pourrait avoir sur le déficit budgétaire. En effet, une augmentation des dépenses courantes entraîne une baisse des dépenses consacrées au financement de l'investissement public. Cette contraction des investissements publics est de nature à influencer négativement sur la croissance, en raison de la relation positive entre l'investissement et la croissance économique.

Pour le cas de Madagascar même, dont les dépenses courantes sont largement supérieures à celle d'investissement. On pourrait déduire qu'il y a une faible croissance du PIB, mais connu presque toujours un déficit budgétaire. En matière d'éducation, le problème se propage sur la maque de financement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et cela constitue un obstacle pour la satisfaction du bien-être de la population. La première hypothèse est vérifiée, mais grâce à ce problème rencontré, l'éducation n'affecte qu'une faible part dans son PIB même si elle figure parmi les préoccupations majeures du gouvernement. En outre que les dépenses publiques consacrées à ce secteur sont très centralisées et dirigées en dépenses courantes (salaires), alors qu'il n'y a qu'une moindre dépenses d'investissement. Par conséquent, la seconde hypothèse n'est pas confirmée. Pour ça, on peut dire que les dépenses publiques peuvent contribuer à la croissance économique dans le cas où elles sont affectées de manière équitable aux investissements des secteurs clés.

Quant au taux brut de scolarisation, représentant le capital humain, exerce comme attendu, au regard des développements théoriques sur la croissance endogène, une influence positive sur le PIB réel par habitant à long terme. Mais, malgré l'effort du gouvernement par l'adoption de l'EPT, son évolution reste assez suffisante.

Au total, la structure des dépenses publiques demeure déterminante dans le processus de croissance. En effet, fait ressortir que l'augmentation de l'investissement public et la rationalisation des dépenses courantes de l'Etat favorisent la croissance du PIB réel par habitant.

De leur analyse, il ressort qu'une hausse des dépenses de consommation publique exerce une faible croissance économique, de même pour les dépenses consacrées aux projets d'équipement (investissement public), qui est de plus en plus insuffisantes.

Par ailleurs, il se dégage de l'étude que l'orientation des dépenses publiques en capital vers des secteurs de soutien à l'activité privée, notamment l'investissement public en infrastructures et la rationalisation des dépenses courantes devraient contribuer de façon significative à la croissance économique. Il en est de même de l'accumulation de capital humain, dont le but est d'accroître les capacités, les connaissances, les compétences des individus afin d'augmenter la productivité des entreprises.

## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

### **Textes réglementaires :**

- *Loi de finances pour 2010 à 2015.*
- Ministère des finances et du budget, *Le budget, Guide pratique*, 2<sup>e</sup> édition, Aout 2008, pp 17.

### **Reuves et rapports économiques :**

- GUELLEC Dominique, RALLE Pierre, « Innovation, propriété intellectuelle et croissance » in *Revue économique*, N°44, 1993, p. 319.
- HERRERA Rémy, « Dépenses publiques d'éducation et capital humain dans un modèle de croissance endogène », *Revue économique*, vol.49 n°3, mai 1998, Paris, pp.831-844.
- La Banque Mondiale, *Reuves des dépenses publiques relatives aux secteurs sociaux*, 2016, pp. 10-16.
- Ministère de l'économie et de la planification, *Rapport économique et financier 2014-2015*, Décembre 2015, p. 14.
- *Résultats économiques et financiers pour 2010*
- *Résultats économiques et financiers pour 2011*
- *Résultats économiques et financiers pour 2012*
- *Résultats économiques et financiers pour 2013*
- *Résultats économiques et financiers pour 2014*
- *Résultats économiques et financiers pour 2015.*

### **Dictionnaire :**

- CAPUL Jean-Yves, GARNIER Olivier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Yves Manhès, Avril 1999, 510p.

## Ouvrages :

- BECKER Gary, Prix Nobel de l'économie en 1992.
- Keynes John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Traduction de l'Anglais par Jean De Largentaye, édition Payot, Paris, 1942, 407p.
- MONTOUSSE Marc, *Les nouvelles théories économiques*, 2002, 128p.
- OLIVA Eric, *Finances publiques, Aide-mémoire Sirey*, 2ème éd., Dalloz, 2008, 528p.
- RICHARD Abel Musgrave, *Théorie des finances publiques*, 1959.
- TOMMAS Daniel, *Gestion des dépenses publiques dans les pays en développement*, A savoir, 2010, 218p.
- XAVIER Greffe, *Economie des politiques publiques*, 2<sup>ème</sup> éd., Dalloz-Sirey, 1997, 582p.

# ***ANNEXES***

## Annexe 1

### Recettes fiscales (Jan-juin – en milliards MGA sauf indication contraire)

Année	2012	2013	2014	2015	Variations 2014/2015
Taxe sur la valeur ajoutée	480	464	489	580	19%
Impôts sur les revenus	136	158	183	205	12%
Impôts sur les revenus des salariés	112	129	131	157	20%
Droit de douanes	109	109	115	144	25%
Droit d'accise	109	116	106	134	27%
TVA sur les produits pétroliers	95	102	125	120	-4%
Taxes sur les produits pétroliers	32	34	28	55	98%
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	27	17	14	20	49%
Impôt synthétique	8	10	11	13	17%
Autres	14	13	14	20	42%
<b>Total</b>	<b>1121</b>	<b>1151</b>	<b>1217</b>	<b>1449</b>	<b>19%</b>

Source : MFB

## Annexe 2

### Opérations Globales du Gouvernement Central (en milliards d'Ariary )

	2011	2012	2013	2014	2015
					Prévision
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>2 646,0</b>	<b>2 643,4</b>	<b>2 818,2</b>	<b>3 246,2</b>	<b>4 117,3</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>2 255,7</b>	<b>2 380,5</b>	<b>2 522,0</b>	<b>2 653,3</b>	<b>3 614,0</b>
Recettes budgétaires	2 255,7	2 380,5	2 522,0	2 653,3	3 614,0

Dont : Recettes fiscales	2 219,4	2 263,0	2 451,5	2 588,8	3 552,0
<b>Dons</b>	<b>390,3</b>	<b>262,9</b>	<b>296,2</b>	<b>592,9</b>	<b>503,4</b>
Dons courants	17,4	0,6	0,6	206,8	44,7
dont PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons en capital (projets)	372,9	262,3	295,5	386,1	458,7
<b>Dépenses totales</b>	<b>2 983,7</b>	<b>2 918,0</b>	<b>3 235,6</b>	<b>3 823,5</b>	<b>4 771,0</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>2 141,9</b>	<b>2 322,8</b>	<b>2 505,2</b>	<b>2 824,5</b>	<b>3 480,6</b>
Dépenses budgétaires (yc I-PPTE)	1 827,2	2 013,4	2 326,2	2 632,3	3 223,0
Dont: Personnel (yc I-PPTE)	1 060,4	1 167,3	1 341,7	1 445,6	1 774,9
Décentralisation et sécurité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonctionnement (yc I-PPTE)	623,6	702,1	860,5	1 044,3	1 105,5
Intérêts dette extérieure dus	37,3	37,7	38,7	45,2	60,8
Intérêts dette intérieure dus	105,9	106,3	85,3	97,2	281,9
<b>Opérations de Trésorerie (Dépenses extrabudgétaires)</b>	<b>314,6</b>	<b>309,4</b>	<b>179,0</b>	<b>190,3</b>	<b>257,6</b>
Dépenses exceptionnelles (Dépenses d'urgence)	0,0	0,0			
Dépenses de fonctionnement FCV	0,1	0,0	0,0	1,9	0,0
<b>Dépenses en capital (yc I-PPTE)</b>	<b>841,8</b>	<b>595,2</b>	<b>730,4</b>	<b>999,0</b>	<b>1 290,4</b>
Ressources intérieures	286,5	165,2	137,7	284,9	422,2
Ressources extérieures (yc I-PPTE)	555,3	430,0	592,7	714,1	868,2

Prêts rétrocédés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (base engagement)</b>					
<b>Solde global y.c. dons</b>	<b>-337,7</b>	<b>-274,6</b>	<b>-417,4</b>	<b>-577,3</b>	<b>-653,7</b>
<b>Solde global hors dons</b>	<b>-728,0</b>	<b>-537,5</b>	<b>-713,6</b>	<b>-1 170,2</b>	<b>-1 157,0</b>
Coûts nets des Reformes structurelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations arriérés intérieurs	13,7	-20,0	-39,7	-49,3	-118,0
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-324,0</b>	<b>-294,6</b>	<b>-457,1</b>	<b>-626,6</b>	<b>-771,7</b>
<b>Financement</b>	<b>324,1</b>	<b>294,5</b>	<b>457,1</b>	<b>626,4</b>	<b>771,7</b>
<b>Extérieur (net)</b>	<b>95,9</b>	<b>98,4</b>	<b>233,7</b>	<b>309,9</b>	<b>399,5</b>
Prêts	182,5	167,7	297,1	442,7	591,4
Projet	182,5	182,5	297,1	328,0	409,5
Budget	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissements dus	-86,6	-69,3	-63,4	-132,8	-132,8
Variations des arriérés extérieures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement exceptionnel (allègement dette)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>intérieur (net)</b>	<b>228,2</b>	<b>196,1</b>	<b>223,4</b>	<b>316,5</b>	<b>372,2</b>
Bancaire	369,1	258,0	440,0	116,9	276,0
Non bancaire	-41,1	-100,6	63,4	63,4	96,3
Dépôt des correspondants du Trésor	-108,4	38,7	-268,1	183,2	0,0
Effets de la variation du taux de change	8,6	0,0	-11,9	-0,1	0,0

--	--	--	--	--	--

Source : Rapport Economique et Financier 2014 - 2015

### Annexe 3

#### Opérations Globales du Gouvernement Central (en pourcentage du PIB)

	2011	2012	2013	2014	2015
					Prévision
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>13,2</b>	<b>12,1</b>	<b>12,0</b>	<b>12,6</b>	<b>14,4</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>11,3</b>	<b>10,9</b>	<b>10,8</b>	<b>10,3</b>	12,6
Recettes budgétaires	11,3	10,9	10,8	<b>10,3</b>	12,6
Dont: Recettes fiscales	11,1	10,4	10,5	10,0	12,4
<b>Dons</b>	<b>1,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>2,3</b>	<b>1,8</b>
Dons courants	0,1	0,0	0,0	0,8	0,2
dont PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons en capital (projets)	1,9	1,2	1,3	1,5	1,6
<b>Dépenses totales</b>	<b>14,9</b>	<b>13,4</b>	<b>13,8</b>	<b>14,8</b>	<b>11,0</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>	<b>10,7</b>	<b>11,0</b>	<b>12,2</b>
Dépenses budgétaires (yc I-PPTE)	9,1	9,2	9,9	10,2	11,3
Dont: Personnel (yc I-PPTE)	5,3	5,4	5,7	5,6	6,2
Décentralisation et sécurité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonctionnement (yc I-PPTE)	3,1	3,2	3,7	4,1	4,1
Intérêts dette extérieure dus	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Intérêts dette intérieure dus	0,5	0,5	0,4	0,4	1,0

<b>Opérations de Trésorerie (Dépenses extrabudgétaires)</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>
Dépenses exceptionnelles (Dépenses d'urgence)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonctionnement FCV	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses en capital (yc I- PPTE)</b>	<b>4,2</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>	<b>3,9</b>	<b>4,5</b>
Ressources intérieures	1,4	0,8	0,6	1,1	1,5
Ressources extérieures (yc I-PPTE)	2,8	2,0	2,5	2,8	3,0
Prêts rétrocédés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Solde global (base engagement)</b>					
<b>Solde global y.c. dons</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>-2,3</b>
<b>Solde global hors dons</b>	<b>-3,6</b>	<b>-2,5</b>	<b>-3,0</b>	<b>-4,5</b>	<b>-4,0</b>
Coûts nets des Reformes structurelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Variations arriérés intérieures	0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,4
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,4</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,4</b>	<b>-2,7</b>
<b>Financement</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>
<b>Extérieur (net)</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>
Prêts	0,9	0,8	1,3	1,7	2,1
Projet	0,9	0,8	1,3	1,3	1,4
Budget	0,0	0,0	0,0	0,4	0,6
Amortissements dus	-0,4	-0,3	-0,3	-0,5	-0,7

Variations des arriérés extérieures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement exceptionnel (allègement dette)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>intérieur (net)</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>
Bancaire	1,8	1,2	1,9	0,5	1,0
Non bancaire	-0,2	-0,5	0,3	0,1	0,3
Dépôt des correspondants du Trésor	-0,5	0,2	-1,1	0,7	0,0
Dépôt des correspondants du Trésor	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0

Source : Rapport Economique et financier 2014 -2015

#### Annexe 4

#### Évolution des Indicateurs Macroéconomiques de 2007 à 2013

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Variation du PIB (%)	6,2	7,1	-4,1	0,4	1,3	2,5	2,4
Secteur primaire(%)	2,2	2,9	8,5	-3,4	0,7	1,5	0,9
Secteur secondaire (%)	9,8	3,6	-7,8	0,2	3,2	5,1	7,9
Secteur tertiaire(%)	7,8	8,2	-7,5	1,7	-0,3	3,0	2,4
PIB par tête (USD)	375	510	451	448	492	478	496
Taux d'Investissement Brut	28,3	40,3	31,7	18,8	17,6	17,8	16,2
Indice des prix à la consommation (IPC Fin de période) (%)	8,2	11,1	8,0	9,8	6,9	5,8	6,7

Sources : INSTAT, DEME/VPEI

## Annexe 5

### **Dette publique (en milliards d'Ariary)**

Année	Dette extérieure	Dette intérieure
2010	130,3	108,6
2011	123,0	122,4
2012	168,2	155,5
2013	288,7	145,9
2014	105,6	265,5
2015	252 ,7	281,9

Source : Loi des finances : 2010 – 1015

## Table des matières

REMERCIEMENTS .....	i
SOMMAIRE .....	ii
LISTE DES ABREVIATIONS .....	iii
LISTE DES TABLEAUX .....	iv
LISTE DES FIGURES .....	iv
INTRODUCTION.....	1
<i>PREMIERE PARTIE</i> : .....	4
<i>CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE</i> .....	4
CHAPITRE 1 : CONCEPTS SUR LES DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE ...	5
Section 1 : Concept sur les dépenses publiques .....	5
1. Classification des dépenses publiques.....	5
2. Financement des dépenses publiques .....	7
3. Concept de l'éducation .....	8
Section2 : Rôle économique de l'Etat .....	9
1. La fonction d'allocation : .....	10
2. La fonction de redistribution : .....	10
3. La fonction de stabilisation : .....	11
Section 3: Notion sur la croissance économique.....	11
1. Les facteurs déterminants de la croissance .....	12
2. Les mesures (indicateurs de la croissance économique) .....	14
CHAPITRE 2 : APPROCHE THEORIQUES SUR LA RELATION ENTRE DEPENSES PUBLIQUES ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	15
Section1 : Les dépenses publiques source de la croissance économique .....	15
1. Conception keynésienne de la dépense publique.....	15
2. Théorie da la croissance endogène .....	16
3. Modèle de Barro.....	17
Section2 : Les limites de la relation entre dépenses publiques et croissance économique.....	18
1. Conception classique de la dépense publique.....	18
2. Conception de la nouvelle macroéconomie classique sur la dépense publique.....	19
3. Les effets des dépenses publiques excessives .....	19
<i>DEUXIEME PARTIE</i> : .....	20
<i>ANALYSE DE L'IMPLICATION DES DEPENSES PUBLIQUES SUR L'ECONOMIE : CAS DE MADAGASCAR</i> .....	20

CHAPITRE III : EVOLUTION DES DEPENSES PUBLIQUES MALGACHES ENTRE 2010-2015.....	21
Section1 : Aperçu générale des dépenses publiques entre 2010-2015 .....	21
Section 2 : Répartition des dépenses selon la classification économique .....	23
Section 3 : Les dépenses publiques par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB).....	24
CHAPITRE IV : ANALYSE DES DEPENSES D'EDUCATION ET PROPOSITION D'AMELIORATION .....	29
Section 1 : Situation de l'éducation à Madagascar.....	29
Section 2 : Le poids des dépenses sur l'éducation .....	31
1. Problèmes rencontrés sur les dépenses en matière de l'éducation .....	31
2. Dépenses publiques consacrés aux secteurs sociaux.....	32
Section 3 : Propositions d'amélioration .....	34
CONCLUSION .....	36
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	vi
ANNEXES.....	viii

Auteur : ANDRIAMBELOMASITINA Dinasambatra Vololomirindra

Titre : Lien entre les dépenses publiques et la croissance économique : Cas de Madagascar.

Nombre de pages : 38pages

Tableaux : 06

Figures : 03

Annexes : 05

Contact : +261 34 13 427 34 / dinaandriambelom@gmail.com

Adresse de l'auteur : lot II F 3 J O bis Antsahameva.

## **Résumé**

Depuis longtemps, les dépenses publiques représentent l'un des instruments de la politique économique. Nombreux travaux avaient été mis l'accent sur la contribution de la dépense effectuée par l'Etat à la croissance économique dont certains d'entre eux la considèrent comme source de la croissance économique, et d'autre stipule qu'elle freine la croissance.

Plus particulièrement pour Madagascar, classée parmi les pays les plus pauvres du monde, effectue des dépenses publiques. Afin de répondre à la question « les dépenses publiques consacrées à l'éducation faut-il possible de permettre un tel niveau de croissance ? Nous avons utilisés les méthodes descriptive et positive qui servent à présenter et à expliquer les relations entre les dépenses publiques et la croissance économique, puis, on procède aussi à la source d'information secondaire, pour bien mener ce travail.

Dans la période allant de 2010 à 2015, les dépenses publiques n'affectent qu'une faible croissance, notamment les dépenses publiques à l'éducation dont la majorité est allouée aux dépenses courantes avec de faible part des dépenses d'investissement. En effet, les secteurs primaire et tertiaire, notamment le secteur secondaire contribuent plus au PIB durant cette même période. Alors, pour favoriser la croissance économique, il faut donc prioriser et renforcer l'investissement en capital humain, et allouer les dépenses publiques de manière convenable aux secteurs porteurs de croissance.

Mots clés : éducation, croissance économique, dépenses publiques, investissement.

Encadreur : Monsieur ANDRIAMALALA Mamisoa Fredy